

COMITÉ DE BASSIN D'EMPLOI
DU SUD VAL-DE-MARNAIS

BILAN DE L'ANNÉE 2004

PROJETS D' ACTIONS 2005

Président : M. Richard DELL'AGNOLA
Hôtel de Ville, BP 141
94321 THIAIS CEDEX
Tel : 01-48-92-43-29
Fax : 01-48-53-47-20
www.cbe-sud94.org

SOMMAIRE

I- <u>HISTORIQUE – RAPPEL</u>	p 4
II- <u>BILAN DES REFLÉXIONS ET DES ACTIONS 2004</u>	p 5
A- La commission Emploi-Formation et la commission Économique	p 5
B- La commission Transport	p 5
C- Modifications et réflexions diverses	p 5
D- Les actions 2004 du volet emploi	p 5
1- Onzième opération du Fascicule CV	p 5
2- Site portail Internet : développement de l’outil CV BOX/ Mise en place de la version 2 du site portail Internet	p 7
3- Huitièmes Rencontres de l’Emploi, de la Formation et des Métiers	p 8
4- Parrainage vers et dans l’emploi	p 9
5- Mise en place de la Plate-forme d’Appui à la Création Territoriale d’Emplois de Services (PACTE Services)	p 10
6- La Convention territoriale	p 14
7- Participation à la mise en place de la Stratégie Territoriale triennale du MIN de Rungis	p 15
8- Soutien de l’association Papa Charlie sur le Sud Val-de-Marne	p 16
9- Mise en place d’une action de sensibilisation des entreprises locales à l’embauche et/ou au maintien dans l’emploi de travailleurs handicapés	p 16
E- Bilan des actions 2004 du volet économique	p 16
1- Le volet économique du site portail Internet	p 16
2- Suivi de la PFIL Initiative Sud Val-de-Marne	p 17
3- Maillage territorial des entreprises : Groupement d’Employeurs	p 18
F- Bilan du volet Communication en 2004	p 20
1- Le site portail Internet du CBE	p 20
2- Les 10 ans du CBE et les différentes actions de communication	p 21
III- <u>PROJETS DE REFLEXIONS ET D’ACTIONS 2005</u>	p 21
A-Les commissions de réflexions	p 21
1- La commission Transport	p 21
2- Réflexion autour des Maisons de l’Emploi	p 21
B- Actions et préconisations du volet emploi	p 22
1- Mise en place de la version 2 du site portail Internet	p 22
2- Réflexion sur la nouvelle édition du Fascicule CV	

3- Réflexion sur les Neuvièmes Rencontres de l'Emploi, de la Formation et des Métiers	p 22
4- Parrainage vers et dans l'emploi	p 22
5- Renouvellement de la convention territoriale pour le développement de l'économie sociale et solidaire	p 23
6- Poursuite de la Plate-forme d'Appui à la Création Territoriale d'Emplois de Services (PACTE Services)	p 23
7- Participation à la suite de la Stratégie Territoriale triennale du MIN de Rungis	p 24
8- Participation aux diverses manifestations emploi (initiatives Bus-emploi, DIPAS/CLI)	p 24
9- Mise en place d'une action de sensibilisation des entreprises locales à l'embauche et/ou au maintien dans l'emploi de travailleurs handicapés	p 25
C- Actions et préconisations du volet économique	p 25
1-Maillage territorial des entreprises et élaboration d'un projet stratégique pour l'emploi du bassin d'emploi Sud Val-de-Marnais : Mise en place d'un Groupement d'Employeurs	p 25
2- Le volet économique du site portail Internet	p 25
3- Suivi de la PFIL Initiative Sud Val-de-Marne	p 26
D- Actions et préconisations du volet communication	p 27

I- HISTORIQUE-RAPPEL

Les Comités de Bassin d'Emploi - CBE - sont des instances de concertation et d'actions dont l'objectif premier est de contribuer au développement local et à l'amélioration de la situation de l'emploi au sein de leur territoire.

Il s'agit de structures non administratives reconnues par arrêté préfectoral, organisées sur **une base quadripartite** regroupant le secteur des collectivités locales, celui des entreprises, celui des représentants des salariés et celui du secteur associatif et de l'économie sociale et solidaire.

La configuration territoriale du CBE permet de réfléchir à un niveau moins large que le département, mais plus important qu'une ville moyenne sur les problèmes que posent l'emploi, la formation et le développement économique.

Créé en septembre 1994, le Comité de Bassin d'Emploi du Sud Val-de-Marnais, qui a fêté cette année ses 10 ans d'existence, est le premier CBE qui a fonctionné dans les départements de la petite couronne de la Région Ile de France.

Il s'étendait jusque mai 2004 sur six communes : Chevilly-Larue, Fresnes, L'Haÿ-les-Roses, Orly, Rungis et Thiais.

Depuis cette date, le CBE a subi quelques modifications :

- La Ville d'Orly n'a plus souhaité adhérer au CBE
- De nouveaux statuts ont été votés intégrant ainsi le quatrième collège du secteur associatif et de l'économie solidaire

Le Comité de Bassin d'Emploi du Sud Val-de-Marnais est présidé par le Député-Maire de **Thiais, Richard DELL'AGNOLA**, qui a été réélu à son poste de président du CBE lors de l'Assemblée Générale de l'Association le 7 mai 2004.

Le Comité de Bassin d'Emploi constitue un lieu pertinent de démocratie sociale au niveau de son territoire. Il a pour rôle de mettre en cohérence des politiques de développement et de l'emploi. Il s'attache à développer pour l'emploi adaptée aux besoins repérés sur son territoire.

Ses actions sont évolutives dans le temps et s'adaptent aux priorités identifiées autour de 4 axes pérennes :

- la structuration et la valorisation du territoire
- l'aide à la création de nouvelles activités et de nouveaux emplois
- la formation pour l'emploi et l'insertion
- l'amélioration de la compétitivité des entreprises

II- BILAN DES REFLEXIONS ET DES ACTIONS 2004

A- LA COMMISSION EMPLOI-FORMATION ET LA COMMISSION ECONOMIQUE

Ces deux commissions ne se sont pas réunies en 2004, compte-tenu du travail fourni et de la présence des principaux membres aux différents Comités de Pilotage :

- commission Emploi-Formation sur les actions à caractère social du CBE : Forum de Belle Epine, Fascicule CV, Site portail Internet, Plate-forme de services de proximité, Parrainage vers et dans l'emploi
- commission Économique sur les actions à caractère économique du CBE : Groupement d'Employeurs, Site portail Internet, PACTE Services...

De plus elle a participé aux Comités d'Agrément et Conseils d'Administration de la PFIL Initiative Sud Val-de-Marne.

B- LA COMMISSION TRANSPORT

Monsieur JUTARD préside cette commission qui a pour but de lancer des réflexions sur les problématiques des transports.

En 2004, les membres ne se sont pas réunis en commission mais ont été sollicités dans le cadre des réunions de travail pour la mise en place de la PACTE Services notamment sur l'axe mobilité.

C- MODIFICATIONS ET REFLEXIONS DIVERSES

Une réflexion a abouti à la modification des statuts, et diverses démarches ont été mises en place pour envisager l'extension du périmètre du CBE sur la partie Est du pôle Orly-Rungis, à savoir les villes d'Orly, d'Ablon sur Seine, de Choisy-le-Roi et de Villeneuve le Roi .

A ces réflexions, s'est ajoutée en fin d'année, sur la proposition de la Sous-Préfecture de L'Haÿ-les-Roses, celle de la création de Maisons de l'Emploi sur le territoire Ouest du Val de Marne.

D- LES ACTIONS 2004 DU VOLET EMPLOI DU CBE

1- Onzième Opération Fascicule CV

L'existence du site portail www.cbe-sud94.org devait marquer la fin d'un Fascicule CV format papier. Cependant, il a été constaté que l'Internet ne peut systématiquement remplacer l'écrit et qu'il serait pertinent, à l'attention des entreprises du bassin d'emploi, de conserver le Fascicule CV sous sa forme originelle. D'où le lancement en 2004, de la onzième édition du Fascicule CV.

Cette version a été innovante puisque les CV étaient diffusés sous leur forme initiale, donc personnalisée (mais toujours anonymes), et sur une page ce qui a limité le nombre de CV du fascicule.

Les partenaires du Fascicule CV n°11 sont : Les services emploi de Rungis, Fresnes, Thiais, AEF 94, la Mission Locale Bièvre Val-de-Marne (antennes de Fresnes et Thiais), CONFLUENT et le CBE.

La commune de Chevilly-Larue a participé à la totalité des frais d'expédition des courriers.

Le Fascicule CV n°11 a été envoyé aux 1.400 entreprises de plus de 5 salariés du bassin d'emploi, dans les secteurs d'activités qui recrutent le plus sur les périodes de septembre à décembre, soit :

- Administratifs et commerciaux
- Bâtiment Travaux Publics
- Commerce de détail
- Logistique – commerce de gros
- Restauration
- Santé, services de proximité et social

Répartition des CV par structure pour le dixième et onzième fascicule CV

Structure	Nb CV diffusés pour le 10 ^{ème} Fascicule	Nb CV diffusés pour le 11 ^{ème} Fascicule	Total CV diffusés pour les deux numéros	Répartition en % pour les deux numéros
Service Emploi Rungis	44	10	54	12.4
Service Emploi Orly	40	0**	40	9.2
Service Emploi Fresnes	43	27	70	16.1
AEF 94	0	36	36	8.3
Service Emploi Thiais	37	30	67	15.4
Mission Locale Bièvre Val-de-Marne	74	53	127	29.2
Confluent	0*	5	5	1.1
CBE	15	21	36	8.3
TOTAL	253	182	435	100

* N'était pas encore entré dans le dispositif

** Sorti du dispositif

Répartition des résultats par structure pour le onzième Fascicule CV

Structure	Nb contacts entreprises	Etat des embauches	Dont CDI	Dont CDD ou autres	Embauche en attente
Service Emploi Rungis	5	2	1	1	-
Service Emploi Fresnes	8	3	-	3	-
AEF 94	6	5	2	3	-
Service Emploi Thiais	27	2	2	-	-
Mission Locale Bièvre Val-de-Marne	23	1	1	-	-
Confluent	0	0	-	-	-
CBE	29	7	5	2	-
TOTAL	98	20	11	9	-

NB : Pour comparaison, lors de la neuvième édition du Fascicule CV 39 embauches ont eu lieu pour une diffusion de 191 CV. Concernant la onzième édition 20 postes ont été proposés et 182 CV diffusés.

Les résultats de cette onzième édition témoignent d'une conjoncture économique qui demeure difficile, confirmée par l'ensemble des partenaires qui notent cependant une amélioration par rapport à 2003. De plus, pour cette onzième édition du Fascicule CV, le nombre d'envois aux entreprises a été réduit : 1.400 en 2004 contre 2.200 en 2003. Pour finir, il est à noter que le nombre de CV diffusés lors de ce numéro a été moindre comparé à 2003 (182 contre 253).

2- Site Portail Internet : Développement de l'outil CV BOX et mise en place de la version 2 du site portail Internet

a) Développement de l'outil CV BOX

Le logiciel baptisé « CVBOX » n'a jamais eu le succès escompté en raison de dysfonctionnements (blocage de port) qui ne permettent pas l'installation de l'outil chez certains partenaires utilisateurs. De plus, étant donné que ce logiciel est la propriété de Sivis Spacem, le CBE ne dispose pas des codes sources pour pouvoir faire évoluer l'outil.

Il a donc été décidé de développer un système d'insertion des CV en ligne qui permettra de remplir les mêmes objectifs tout en évitant les contraintes d'installation de logiciel dans toutes les structures partenaires. Ce système permettra de faciliter l'insertion des CV sans double saisie, mais également de mettre en relation automatiquement les demandes avec les offres.

Une gestion informatique complète des demandeurs d'emploi (date d'insertion du CV, date de réactualisation du CV...) sera à disposition sur le site d'administration.

b) version actuelle et version 2 du site portail Internet

Le site du CBE est actuellement dans une phase de transition. La version actuelle n'a pas pour autant été négligée puisque le CBE s'est réapproprié la gestion du site, l'hébergement, les adresses mails...

Dans le cadre de l'utilité économique du site Portail Internet, le CBE a procédé à la mise en ligne des offres d'emploi et des brèves et au suivi des offres et des entreprises utilisatrices du site.

Les pages du site sont régulièrement mises à jour.

La nouvelle version sera opérationnelle sur 2005.

Au cours de l'année 2004, le CBE a également organisé un appel à candidature pour sélectionner un prestataire capable de développer une nouvelle version du site du CBE selon des exigences définies dans un cahier des charges bien précis.

En effet, le conseil d'administration a décidé de ne pas renouveler le contrat avec le prestataire actuel (Sivis Spacem) qui prend fin en février 2005 en raison de nombreux dysfonctionnements constatés.

Le CBE va donc procéder, dans le courant de l'année 2005, à la refonte de son site Internet dans le cadre de la fin de contrat avec le prestataire précédent SIVIS SPACEM. Il a donc été décidé de développer une nouvelle version du site du CBE pour profiter des évolutions technologiques et résoudre un certain nombre des problèmes actuels.

Les Objectifs de la nouvelle version du site restent inchangés :

- Promouvoir et valoriser le territoire et les acteurs locaux socio-économiques
- Encourager la coopération interentreprises par le biais des TIC
- Favoriser les échanges et le dialogue entre entreprises et institutions
- Favoriser l'adaptation et l'utilisation des TIC des acteurs économiques du territoire (notamment dans les TPE)

Par contre, les volontés d'optimisation sont réelles :

- Rendre le site plus vivant, plus attractif, plus pratique, plus utile
- Développer la communication autour de ce site
- Favoriser la rencontre et le rapprochement entre l'offre et la demande
- Augmenter l'appropriation et la fidélisation de ce site.

Synthèse de l'appel à candidature

Suite à la validation du cahier des charges par le comité de pilotage du 7 décembre 2004 et par le conseil d'administration du 10 décembre 2004, le CBE a adressé le cahier des charges **à plus de 15 entreprises** qui ont été sélectionnés en fonction des critères suivants :

- les entreprises qui avaient répondu aux précédentes demandes du CBE
- les entreprises conseillées par les Web masters des villes et Chambre des métiers 94
- Les entreprises contactées par la PFIL pour son projet « Site Internet ».

Trois prestataires ont été retenus et ont été invités à venir présenter leurs offres devant un jury composé d'élus, de Web masters, et d'utilisateurs du site (services emploi, Missions Locales). Ces prestataires sont SPIRAL, IDM Technologies, et AND AFTER.

L'objectif du jury était d'étudier les offres reçues sur le plan qualitatif et sur le plan quantitatif afin d'émettre un avis motivé. La décision a été prise le 21 janvier 2005 et l'entreprise AND AFTER a été sélectionnée

3- Huitièmes Rencontres de l'Emploi, de la Formation et des Métiers

La préparation du forum de l'emploi 2005

Cette année, les membres du Conseil d'Administration du CBE et les partenaires ont émis l'hypothèse de retravailler la formule du forum. Deux solutions ont été proposées : soit renouveler l'opération au Centre Commercial de Belle Epine soit l'organiser au sein d'un gymnase.

Un questionnaire a été diffusé auprès des entreprises locales, des grandes enseignes, des entreprises ayant déjà participé au forum et des centres de formation. Le but de ce questionnaire était de cibler au mieux les objectifs de ce forum et de répondre aux attentes de chacun. En effet, le CBE a évalué les besoins et a pris conscience de l'importance de renouveler une telle manifestation sur son territoire. Les sondés ont souhaité que le forum s'organise au Centre Commercial de Belle Epine grâce à ses nombreux avantages : notoriété, communication, diversité du public, accessibilité par les transports collectifs...

L'objectif d'un tel forum est de réunir tous les acteurs de l'emploi dans un même lieu pour être cohérent avec la demande et l'offre du marché de l'emploi. Suite aux résultats du questionnaire, le Conseil d'Administration du CBE a décidé de renouveler l'opération fin janvier 2005, période plus propice à l'emploi car les entreprises planifient à ce moment leurs recrutements de l'année.

Les perspectives sont de l'organiser au Centre Commercial de Belle Epine sur les deux niveaux du Centre et sur deux journées (**Mercredi 26 et Jeudi 27 Janvier 2005**).

Le CBE et les partenaires souhaitent regrouper le maximum d'entreprises, d'entreprises d'insertion, de grandes enseignes, de centres de formation, afin de répondre aux attentes aussi bien des demandeurs d'emploi que des recruteurs. Le but est de mobiliser une trentaine d'entreprises et une dizaine de centres de formation. De plus, de nombreux institutionnels participeront à nouveau tels que l'ANPE, les Missions Locales, les Services Emplois, le Conseil Général et Régional, la CCIP, la Chambre des Métiers du Val-de-Marne, la DDTEFP et un nouveau partenaire : les ASSEDIC.

LES SOLUTIONS ENVISAGEES POUR REDUIRE LE BUDGET

Un véritable travail de fond a été réalisé pour organiser ce forum et réduire son coût global, ce travail a consisté à :

- Établir, maintenir et développer des partenariats
- Diminuer les postes du budget
- Etablir des devis pour la campagne de communication (conception, impression et diffusion des affiches)
- Assurer le bon fonctionnement du forum : sécurité, logistique, connexion Internet
- Contacter les entreprises, les institutionnels et les centres de formation

Un effort considérable sur le budget prévisionnel a été également réalisé afin de diminuer certains postes : matériel, cocktail, affiches...

En effet, pour mener à bien cette opération, toutes les villes ont répondu favorablement en mettant à disposition du CBE du matériel ou de la main d'œuvre de leurs services (stands : prêt et installation, conception, impression affiches, plantes, panneaux des villes). Ceci représente une économie de 14 000,00 € sur le poste « Location de mobilier & aménagement des stands ».

Pour 2005, le CBE a revu ses tarifs à la baisse de façon significative (plus de 60% de réduction sur une réservation de stand) au niveau de la participation des entreprises afin de mobiliser un plus grand nombre de participants.

Cette année, le Forum a encore privilégié les secteurs d'activité en pénurie de main d'œuvre (métiers de bouche, commerce de gros, grande distribution, transport-logistique). Des organismes de formation et des entreprises ont présenté ces secteurs porteurs d'emplois afin d'inciter les jeunes et les demandeurs d'emploi à s'orienter vers ces filières.

4- Parrainage vers et dans l'emploi

Cette action démarrée au cours de l'année 2001 est connue et sollicitée de la part des conseillers emploi locaux.

Régulièrement, des campagnes de communication sont menées par le biais d'articles parus dans les magazines des villes, la presse locale, les magazines des zones d'activités et des chambres consulaires, ainsi que sur le site Internet du CBE. L'information passe également lors de manifestations locales (Forum Emploi sur Belle Épine, Forum des Métiers sur le MIN de Rungis, opérations bus emploi organisées conjointement par la RATP et la Mission Locale).

L'objectif de cette communication est soit de trouver les publics en difficulté afin de les aider, soit de repérer de nouveaux parrains bénévoles.

En 2004, un nouvel outil de communication a été créé : il s'agit d'une affiche A3 imprimée en une trentaine d'exemplaires couleur par le service Communication de la Ville de Chevilly-Larue. Elle a ainsi été diffusée dans les lieux habituels de passage au sein des villes, mais également dans les restaurants d'entreprises ou grandes entreprises locales (L'Oréal, Danone...)

Depuis 2001 à fin 2004, 51 parrains et marraines ont été inscrits dans le réseau, mais on peut estimer fin 2004 que 33 personnes sont réellement disponibles pour des parrainages en 2005. Certains ont quitté le réseau pour causes de déménagement, promotion professionnelle, maternité... 8 nouveaux bénévoles sont entrés dans le réseau en 2004.

Les parrains sont essentiellement issus du secteur tertiaire, de la restauration, du commerce, du social et de la santé, du bâtiment, de l'informatique ou de la fonction publique.

Les professions sont très variées : chargés de mission, chargés de recrutement, directeurs commerciaux ou administratifs et financiers, conseillère en image, ingénieurs, chef cuisinier, commerçants, aide-soignante ; beaucoup sont cadres ou gérants d'entreprises, 6 sont retraités.

Depuis le début de l'action courant 2001, 72 parrainages ont été mis en place avec l'aide de 26 parrains. Parmi le public parrainé en 2004 : 24 parrainages ont été réalisés avec 12 conseillers référents représentant 8 structures partenaires différentes ; 15 femmes et 9 hommes ont été parrainés, dont la moitié d'origine étrangère, 10 personnes avaient moins de 26 ans ; 7 ont entre 26 et 40 ans, 3 ont de 40 à 50 ans, et 4 ont plus de 50 ans.

8 étaient bénéficiaire du RMI et 2 demandeurs d'emploi de plus de 2 ans.

En décembre 2004, les résultats non définitifs puisque certains parrainages ont été mis en place en fin d'année se présentent ainsi :

- 4 en CDI
- 1 en CEC
- 1 en contrat d'apprentissage
- 4 CDD, intérim réguliers ou création d'activité
- 3 en formation
- 1 en arrêt maladie
- 1 en pension invalidité
- 9 demandeurs d'emploi dont 3 en récent parrainage

5- Mise en place de la Plate-forme d'Appui à la Création Territoriale d'Emplois de Services (PACTE Services)

En 2002, une étude pour la mise en place d'un dispositif d'appui à la création d'emplois de services de proximité et à la personne a été menée avec le cabinet d'études IFA Conseils.

La méthodologie adoptée a été de rencontrer une soixantaine d'acteurs locaux et institutionnels afin d'identifier les besoins collectifs en matière de services aux particuliers et aux salariés : services emploi, économiques, petite enfance, CCAS des villes, le PLES, le Centre de Ressources du Val-de-Marne, les associations intermédiaires et entreprises d'insertion (HEP-Les Ormes, AEF94, Fresnes Services), les agences locales pour l'emploi, les missions locales, les syndicats de salariés, la DDTEFP, le Conseil Régional d'Île-de-France, le Conseil Général du Val-de-Marne (service RMI, la Direction de la Famille et de l'Enfance, la Direction des personnes âgées), Seine Amont Initiative, Initiative Sud Val-de-Marne, la RATP, les zones d'activités ou grandes entreprises (SILIC, SEMMARIS, SOGARIS, L'Oréal).

Un plan d'actions pour les années 2003 à 2005 composé des 4 axes suivants a été présenté :

- Les services aux salariés.
- Les problèmes de mobilité.
- Les services aux particuliers (personnes âgées et dépendantes et jeunes enfants).
- La promotion et la préparation aux emplois de services.

L'organisation du dispositif a été mise en place et le rôle du CBE défini. L'implication des acteurs locaux a été sollicitée et a fonctionné avec :

- des élus référents (les élus de chaque ville chargé de l'Emploi) sur chaque axe et un Président pour piloter la PACTE Services
- des référents techniques travaillant au sein de structures locales participent à l'avancement, la réflexion et la mise en place des projets.

Le projet est piloté par Monsieur OUVRARD, Adjoint au Maire de Fresnes au Développement Économique, Emploi, Commerce et Économie Solidaire.

La préoccupation de 2004 s'est concentrée sur la poursuite d'actions engagées en 2003 et la définition de nouvelles priorités :

Axe 1 : Services aux salariés

➤ *Réflexion sur la mise en place d'un service de pressing sur la zone Sogaris :*

- le CBE a impulsé une dynamique sur la Sogaris avec la Secrétaire Générale, en diffusant un questionnaire auprès des plus grosses entreprises afin d'évaluer l'intérêt et les besoins des salariés en matière de services, particulièrement concernant la mise en place d'un *service de pressing*.

De nombreuses relances auprès des entreprises ont été faites par le CBE. 80 questionnaires ont été reçus. 2 projets semblent intéresser les salariés de la zone :

un service de lavage de voitures et un service de pressing. Dans un premier temps, le CBE a mis en relation la Sogaris et 2 services de pressing.

➤ *Création d'une structure d'accueil pour jeunes enfants sur la zone Silic.*

Le CBE a organisé plusieurs rencontres afin de mieux définir le projet, d'y associer les financeurs intéressés (Caisse d'Allocations Familiales, Conseil général –service PMI), certaines villes, le gestionnaire de la zone Silic –la SOCOMIE.

Un prestataire : « Les Petits Chaperons Rouges » s'est positionné pour la création et la gestion d'une *crèche inter entreprises*, avec une ouverture courant janvier 2005. Une proposition aux villes du CBE a été faite afin qu'elles puissent réserver quelques places.

Axe 2 : Services aux particuliers

➤ *Portage de repas :*

Des objectifs et pistes ont été dégagés suite à diverses rencontres avec les techniciens et élus de chaque ville. Dans un premier temps le projet d'élargissement du service au week-end semble être intéressant à étudier. Afin de les présenter, une rencontre de toutes les Villes avait été prévue courant novembre 2004, mais a dû être reportée sur 2005.

➤ *Passerelle ANPE/AFP :*

Plusieurs rencontres ont eu lieu à l'initiative du CBE avec l'AFP. L'objectif est de faire un suivi des demandeurs d'emploi ayant passé des CCP (Certificat de compétences professionnelles : VAE ...) afin de les aider à s'insérer dans un emploi. L'outil informatique à disposition ne permet pas à ce jour d'identifier ces personnes sur notre territoire ; cependant, l'AFP travaille sur un logiciel qui permettra d'avancer sur ce projet.

➤ **Réunion d'information destinée aux publics :**

Objectif : les informer sur les métiers d'aide à domicile et à la personne, les formations, les employeurs...

Le CBE a établi un programme sur ½ journée et trouvé 7 intervenants pour présenter son contenu. Une communication a été réfléchi afin d'inviter les publics intéressés.

Une réunion s'est déroulée en novembre à la Salle Pujo à Fresnes : une cinquantaine de personnes, dont la quasi-totalité en recherche d'emploi ont pu recevoir l'information.

➤ **Elaboration et envoi d'un questionnaire** auprès des services Petite Enfance des Villes afin d'étudier les problèmes de **recrutement de personnel**, particulièrement d'encadrement au sein des crèches.

Axe 3 : Mobilité

➤ **Organisation d'une visite le 30 janvier 2004 du dispositif Allobus** (système de transport 24h/24 et 7j/7 sur l'aéroport de Roissy) en collaboration avec le groupe de transporteurs Keolis et ADP, avec la présence d'élus locaux des 2 zones concernées : 33 participants

➤ Rencontre avec l'ADOR qui se positionne sur un projet identique au CBE (**étude d'amélioration des transports avec mise en place d'un PDE-Plan Déplacements Entreprises**)

Afin d'éviter deux projets d'étude de même nature sur le territoire, le CBE a été intégré à la réflexion en participant au comité de pilotage PDE de l'ADOR. La partie diagnostic des transports sur la zone est en cours d'achèvement.

Axe 4 : Promotion et préparation aux emplois de services :

Une réunion a été organisée en décembre 2003 sur les **formations RAN-FLE** :

Une liste des associations locales organisant des ateliers de base a été mise en ligne sur le site Internet du CBE afin d'aider les services accueillant et orientant des publics en difficulté de compréhension de la langue française.

Développement du partenariat et communication :

- rencontres ou développement des liens avec certaines structures liées aux services de proximité
- orientation de certains créateurs avec appui ponctuel d'un parrain bénévole (ancien directeur administratif et financier)
- participation à des manifestations locales pour informer sur la PACTE Services ou orienter vers les partenaires
- Diffusion d'informations utiles pour les partenaires, entreprises ou demandeurs d'emploi sur le site Internet du CBE avec particulièrement : le Prix à l'Innovation, les actions des différents axes et leur état d'avancement, une liste des employeurs potentiels (CCAS, Associations intermédiaires, entreprises intermédiaires...), une liste des centres de formation des métiers d'aide à la personne, une liste des associations proposant des ateliers de savoirs de base.

➤ **Le 1^{er} Prix à l'Innovation 2004 :**

Afin de compléter le plan d'actions, le CBE a lancé en 2003 son 1^{er} Prix à l'innovation pour favoriser la création de nouveaux services sur le territoire et l'insertion de publics en difficultés.

Il s'agit d'un événement médiatique qui a pour but de créer une dynamique sur le territoire. Celui-ci a permis de récompenser les 3 meilleures initiatives en fonction de critères qui ont été préalablement déterminés ainsi qu'un prix spécial. Un jury, qui est aussi la vitrine du concours et du Comité de Bassin d'Emploi du Sud Val-de-Marnais, a été mis en place.

Les différents partenaires ont été sollicités fin 2003 pour désigner un représentant au sein du jury.

20 membres qui ont une profession ou des compétences qui leur permettent de juger des dossiers de services de proximité ont été désignés par leur structure pour faire partie du jury. Tous ont souhaité y participer.

Composition du jury : Pour le Prix 2004, M Jacques OUVRARD, Maire Adjoint de Fresnes et Président de la PACTE services a été élu Président du Jury parmi les membres des 5 catégories suivantes :

Pour le Prix 2004, ont été nommés membres du Jury :

★ *des représentants des institutions ou financeurs :*

- Le Conseil Régional d'Ile-de-France – Direction économique
- Le Conseil général du Val-de-Marne – Direction économique
- Le Ministère des affaires sociales, du travail et de la solidarité – Préfecture du Val-de-Marne
- La Caisse des Dépôts et Consignations

★ *des représentants du Comité de bassin d'Emploi du Sud Val-de-Marne*

- M Jacques OUVRARD, Maire Adjoint de Fresnes, membre du CBE
- M Yvon TOUIL, Président de la Convention territoriale – membre du CBE
- Le MEDEF
- UDCFDT

★ *Associations ,et parcs d'activités :*

- RATP
- le Centre de ressources du Val de Marne
- 2 parc d'activités : ADP et la SEMMARIS

★ *organismes accompagnant des créateurs ou ayant la connaissance des entreprises :*

- Espace Accueil Services
- Chambre de Commerce et d'Industrie
- Ordre des comptables représenté par COGESTEN
- CGPME

★ *structures ayant la connaissance des publics*

- Mission locale
- Organismes de formation : Brigitte CROFF Conseil, AFPA
- ANPE

Une première réunion avec les membres du jury a été organisée le 5 mars 2004 afin de donner une information globale sur l'ensemble du projet PACTE Services et du prix à l'innovation pour que chacun ait une meilleure compréhension et ait les mêmes bases. Il a également été retravaillé une grille d'évaluation pour les dossiers de candidature sur les points suivants :

- 1- Aspect innovant du projet
- 2- Impact sur l'emploi et accès à la compétence (création, maintien d'emplois : nombre, nature des emplois créés, types de contrats : CDI, CDD, contrats d'alternance...); pour quels publics (priorité aux publics en difficulté); Formation, accompagnement, insertion
- 3- Utilité sociale (Renforcement du lien social; Citoyenneté; Intergénérationnel; Prise en compte des demandes des usagers; Publics concernés et/ou visés)
- 4- Viabilité économique (Pérennité de l'action mise en place; Rentabilité, évolution du chiffre d'affaires, financements; Clientèle (Particuliers, collectivités, entreprises, salariés); nombre; Coût raisonnable; Accessibilité pour tout public; Communication réalisée ou prévue; Marketing; Mobilisation des partenaires)

Seuls les projets démarrés entre mars 2002 et décembre 2003 ont pu concourir au 1^{er} prix de 2004.

La communication faite par le CBE a abouti au dépôt de 16 dossiers au total. 9 ont été présélectionnés (avec l'aide de M OUVRARD, M TOUIL, respectivement Président de la PACTE Services et de la Convention territoriale, ainsi que M MELLOUL, Expert comptable) et présentés aux membres du Jury.

Les membres du jury au nombre de 14 se sont réunis le 14 mai 2004 pour élire les lauréats qui sont :

Prix Spécial : SAM AREPA – projet de Garde Itinérante de Nuit sur le Val-de-Marne

3^{ème} Prix : FABMAG – entreprise proposant une offre diversifiée de services de ménage, petit bricolage – Prix d'une valeur de 2 000 euros

2^{ème} Prix : Aux P'tits Plis – entreprise proposant un service de repassage avec livraison à domicile – Prix d'une valeur de 3 000 euros

1^{er} Prix : Alpha Loisirs - Projet de transport pour des activités de sports pour les personnes handicapées – Prix d'une valeur de 5 000 euros

Une attention particulière a été apportée afin que des secteurs d'activité différents soient représentés.

Une cérémonie pour remettre les prix a été organisée le 15 Juin à 17h30 à la Grange Dîmière à Fresnes.

Suite à cette cérémonie, une large communication a été réalisée sur les lauréats pour mettre en valeur leurs activités innovantes afin de créer une dynamique territoriale et inciter de futurs créateurs à investir les services de proximité et à la personne.

Les financements obtenus de l'État (convention territoriale), du Conseil Général du Val-de-Marne, du Conseil Régional d'Île-de-france et de la Caisse des Dépôts et Consignations ont permis de mener à bien ces différents projets.

Une réflexion sur la mise en place du 2^{ème} Prix a été menée : réactualisation des critères, dates de clôture des candidatures, de la cérémonie, dates de création des services, plaquette...

6- La convention territoriale :

Cette convention signée avec l'État en 2002 contient, outre le volet de la PACTE Services, le volet de développement du commerce équitable mené par le Pôle Local d'Économie Solidaire Chevillais (PLES).

Le rôle du CBE est de coordonner ces 2 volets.

Cet espace intercommunal d'information et de vente dédié aux thématiques du commerce équitable et éthique, inauguré en mai 2003, a réalisé son premier exercice complet en 2004. Différentes actions ont été menées.

Actions de sensibilisation et d'information.

- 1084 scolaires ont été sensibilisés, des élèves de primaire jusqu'aux écoles de commerce.
- accompagnement des initiatives municipales et associatives s'inscrivant dans les champs de la formation, de l'insertion sociale, de l'économie alternative, de la culture, pour présenter la démarche du commerce équitable.

Manifestations publiques et formations

- Mission de promotion et de sensibilisation : Présence généralement sous la forme d'un stand avec de l'information et des produits en vente sur 17 manifestations en 2004 (dont 13 étaient organisées par des villes du Comité de Bassin d'Emploi afin de toucher un public très large).
- organisation d'évènements sur les thématiques de l'économie solidaire, du développement durable et du commerce équitable.

Equi-libre 2004, les premières rencontres du commerce équitable :

Grâce à la collaboration de la municipalité, aux soutiens du département du Val de Marne, de la DDTEFP, de la ville de Fresnes, du CRID (Centre de Recherche pour l'Information et le Développement) et du Crédit mutuel, les premières rencontres du commerce équitable dénommées Equi-libre, ont été lancées par M. HERVY, maire de Chevilly-Larue et Conseiller Général, le 15 mai 2004, en clôture de la quinzaine nationale dédiée à cette thématique.

Cette date correspondait également au premier anniversaire de l'espace du commerce équitable du Pôle. Cette manifestation, dont l'objectif était de favoriser la rencontre et les échanges entre tous les acteurs des filières, du producteur au consommateur en passant par les pouvoirs publics, s'est révélée plutôt satisfaisante puisqu'elle a réuni près de 3000 personnes sur le week-end et permis de mettre en avant l'implication de collectivités locales, par leur soutien aux initiatives locales et la prise en compte de critères éthiques et équitables dans leur fonctionnement et leurs achats. La structure a également développé une certaine notoriété et crédibilité en qualité d'acteur du commerce équitable sur le territoire.

Le Pôle Local d'Economie Solidaire a aussi organisé des journées thématiques au sein de l'espace (2 sur le Pérou), un point de vente mensuel à la MPT (Maison pour Tous) de Rungis, des animations café au magasin BHV de Belle Epine (Thiais), ainsi que des sessions de formation commerce équitable aux adhérents de l'association.

7- Participation à la mise en place de la Stratégie Territoriale triennale du MIN de Rungis

Dans le cadre de la mise en place de la Stratégie Territoriale triennale du MIN de Rungis, le CBE continue de participer au suivi du projet. Un développeur d'insertion a été embauché fin d'année 2002 par PF Conseil. Il est chargé de contribuer à la réalisation de l'axe stratégique 1 (soutenir le développement des Ressources Humaines du MIN).

Le CBE continue le travail de partenariat avec le développeur d'insertion notamment dans le cadre de la prospection des besoins en recrutement de l'ensemble des grossistes, l'analyse du public demandeur d'emploi, le bilan d'évaluation.

Il a participé au Forum des Métiers du MIN le 12 février.

Le CBE a participé régulièrement aux différents groupes de travail mis en place dans le cadre du plan d'action triennal achevé fin 2004. De plus, sur 2004 PF Conseil a travaillé sur :

- Une démarche de GPEC (Gestion Prévisionnel des Emplois à Compétences)
- L'organisation du Forum du MIN
- La création d'une section d'apprentissage « préparateurs de commandes en produits frais »
- Le rapprochement écoles/ entreprises
- La mutualisation des compétences

8- Soutien de l'association Papa Charlie sur le Sud Val-de-Marne

De nombreux demandeurs d'emploi ne peuvent accéder aux postes offerts notamment sur la plate-forme aéroportuaire, le MIN de Rungis ou les centres commerciaux, faute de posséder un véhicule.

L'objectif est de favoriser l'accès à l'emploi, sur des plate-formes d'activités, de personnes économiquement en difficulté, par la location d'un véhicule à un prix d'une carte orange.

Du fait de l'obtention de financements par la DDTEFP et le Conseil Général de ce département, depuis septembre 2002, Papa Charlie est étendu au bassin d'emploi du Sud Val-de-Marnais (plate-forme d'Orly, MIN de Rungis, zones d'activités en horaires décalés ou dépourvues de transports en commun) et aux demandeurs d'emploi du département.

Le CBE a poursuivi son rôle de relais d'information du dispositif : site Internet, forums, parrains, entreprises...

9- Mise en place d'une action de sensibilisation des entreprises locales à l'embauche et/ou au maintien dans l'emploi de travailleurs handicapés

Le CBE a continué en 2004 avec l'organisme CONFLUENT à mettre en place des actions de sensibilisation des entreprises locales aux travailleurs handicapés.

La loi du 10 juillet 1987, en faveur de l'emploi des travailleurs handicapés, impose à tout employeur occupant au moins 20 salariés, d'employer des personnes handicapées à hauteur de 6% de son effectif. S'il ne s'acquitte pas de cette obligation, il verse une contribution annuelle, pour les bénéficiaires qu'il aurait dû employer, égale à 300 fois le SMIC horaire.

CONFLUENT a quatre objectifs majeurs :

- Informer les entreprises de l'ensemble des mesures permettant de diminuer voire de supprimer leur contribution à l'AGEFIPH
- Aider, par un service gratuit, les entreprises à mettre en œuvre ces mesures

Il développe deux axes fondamentaux :

- Les personnes handicapées : accueil, orientation, information, aide à l'élaboration et à la mise en œuvre d'un parcours d'insertion professionnelle, accompagnement dans la recherche d'emploi et le suivi en entreprise
- Les entreprises : information et conseil pour l'emploi et le maintien dans l'emploi des travailleurs handicapés, études et aménagements de postes et de situations de travail.

CONFLUENT souhaite engager avec un certain nombre de partenaires dont le CBE une collaboration afin de développer cette sensibilisation auprès des entreprises. Le CBE a été un véritable relais d'information de l'association CONFLUENT (notamment par le biais de son site portail Internet ou lors de forums) pour les entreprises et demandeurs d'emploi de son territoire. Confluent a également inséré pour la 1^{ère} fois cinq CV sur la 11^{ème} édition du Fascicule CV.

E- BILAN DES ACTIONS 2004 DU VOLET ECONOMIQUE DU CBE

1- Le volet économique du site portail Internet

Dans le cadre de l'utilité économique du site Portail Internet, le CBE a procédé à la mise en ligne des offres d'emploi et des brèves et au suivi des offres et des entreprises utilisatrices du site. De nouvelles entreprises s'inscrivent régulièrement sur l'annuaire.

Les pages concernant l'aide et le soutien au développement économique (PFIL, aides à la création et à l'embauche, développement de l'information sur les services de proximité et aux personnes : actions mises en place, liste d'employeurs potentiels, Prix à l'Innovation mettant en avant les 1ers lauréats et leurs activités) sont régulièrement mises à jour.

2- Suivi de la PFIL Initiative Sud Val-de-Marne

La PFIL Initiative Sud Val-de-Marne est présidée par Marc HERVOUET, Chef d'entreprise sur le MIN de Rungis, Vice-Président d'UNIGROS et Président du Syndicat de la Volaille et du Gibier.

En 2003, le CBE a mis à disposition de l'association PFIL Initiative Sud Val-de-Marne un chargé de mission à mi-temps pour la coordination d'Initiative Sud Val-de-Marne dont les missions étaient : la recherche de financements, l'accueil des créateurs d'entreprises, le suivi administratif et financier de l'association et des dossiers, participation à des initiatives locales et manifestations publiques, promotion de la PFIL, communication.

Depuis septembre 2004, pour répondre à la demande grandissante due essentiellement à l'élargissement sur la Communauté d'Agglomération Val-de-Bievre, la mise à disposition se fait à 80% temps en faveur de la PFIL.

a) Rappel des objectifs de la PFIL :

- Permettre à différents porteurs de projets (créateurs, repreneurs, jeunes entreprises) de bénéficier d'un prêt d'honneur consenti à la personne, sans intérêts et sans demande de garantie sur les biens personnels.
- Faire bénéficier le porteur d'un capital plus important, de partager les risques liés à la création et d'asseoir sa crédibilité financière afin de faire levier pour l'octroi de crédits bancaires complémentaires.

b) Conditions de prêt :

- Le montant du prêt d'honneur est fonction de l'apport en fonds propres libérés de l'entrepreneur et de ses éventuels associés ; il va de 4.000 € à 22.000 € et n'excède pas le montant des différents prêts bancaires sollicités.
- La durée de remboursement s'étale sur 5 ans avec une possibilité de différé de 3 à 6 mois.

c) Résultats et observations :

- Sur 2004, quatre-vingt dix porteurs de projets ont été accueillis et renseignés par téléphone sur le rôle de la PFIL mais aussi sur les dispositifs d'aides à la création existants et redirigés le cas échéant vers d'autres structures partenaires. Ils ont ensuite tous été enregistrés dans la base de données d'Initiative Sud Val-de-Marne.

- Initiative Sud Val-de-Marne a été présente aux différents forums sur la création d'entreprise organisés sur Paris (salon des entrepreneurs en janvier et des TPE-PME en septembre) ainsi qu'aux journées de la création du Val-de-Marne qui se sont déroulées en novembre à Choisy-Le-Roi. La présence et les interventions publiques lors de ces manifestations ont été l'occasion de mieux faire connaître l'outil PFIL aux porteurs de projets présents.

- Dix comités d'agrément se sont déroulés durant l'année 2004 : trente cinq dossiers ont été présentés, vingt et un ont été jugés favorables pour neuf ajournements et cinq refus.

- Quinze prêts ont été décaissés en 2004, pour un montant total de 168.000 €

La PFIL a joué un rôle de levier de 7 sur l'octroi de crédits bancaires supplémentaires et a participé à la création de 56 emplois.

- Onze activités ont été créées, pour quatre reprises d'entreprise.

3- Maillage territorial des entreprises et élaboration d'un projet stratégique pour l'emploi du bassin d'emploi Sud Val-de-Marnais : le Groupement d'Employeurs

a) Rappel du contexte

Le Comité de Bassin d'Emploi (CBE) du Sud Val-de-Marnais s'est engagé en 2003 sur une action intitulée : « Maillage territorial des entreprises et élaboration du projet stratégique pour l'emploi du bassin d'emploi sud Val-de-Marnais ». Elle vise à favoriser le maillage territorial des entreprises situées sur les villes adhérentes du CBE, afin de leur permettre de tisser entre elles des relations solides dans des secteurs d'activités identifiés et dynamiser ainsi le tissu économique local.

Plus précisément il s'agit de :

- Promouvoir un développement harmonieux et durable du territoire.
- Identifier les potentialités d'ancrage territorial du développement économique.
- Soutenir les synergies interentreprises en développant la sous-traitance territoriale tout en favorisant la création d'emploi.
- Favoriser le développement de la formation et des compétences sur le territoire.

Afin de mener à terme ces objectifs, une première phase d'étude, co-financée par le Conseil Régional Ile-de-France, le Conseil Général du Val-de-Marne, la DDTEFP du Val-de-Marne et le FSE, menée par le CBE et le cabinet d'étude IMTE, a consisté à établir un diagnostic socio-économique du territoire.

L'objectif était d'améliorer la connaissance du territoire du CBE, et de déterminer précisément ses forces, ses faiblesses, et ses enjeux en terme d'emploi, de formation, des métiers et de développement de l'activité.

Une enquête a ensuite été menée auprès de 57 entreprises (35 entreprises en face à face et 23 par téléphone). Elle a permis d'identifier les opportunités de regroupement interentreprises et de déterminer les avantages à coopérer.

Les entretiens ont été conduits afin de positionner l'entreprise par rapport :

- à sa clientèle ;
- à ses fournisseurs ;
- à ses complémentaires ;
- à ses concurrents ;

A l'issue de cette enquête, trois groupements d'entreprises potentiellement favorables à la mise en oeuvre de partenariats interentreprises ont pu être définis :

- Un groupement d'entreprises spécialisées dans la logistique (9 entreprises);
- Un groupement d'entreprises spécialisées dans la salaison (4 entreprises);
- Un groupement d'entreprises spécialisées dans la signalétique et l'agencement (3 entreprises).

b) Résultats de l'action engagée sur 2004 : Constitution d'un Groupement d'Employeurs

Une réunion de restitution de l'enquête s'est tenue le jeudi 22 avril 2004 avec les partenaires publics et les entreprises. Les chefs d'entreprises du groupement signalétique ont montré un intérêt commun plus prononcé pour l'action maillage territorial.

Un des enjeux qui a été exposé par ces chefs d'entreprise concerne notamment l'absence d'une main-d'œuvre de qualité disponible dans le secteur du BTP, pouvant répondre à des besoins ponctuels qui restent difficiles à prévoir dans le temps.

Ils ont souhaité qu'un regroupement d'entreprises appartenant à un même secteur d'activité leur permette d'avoir à disposition et d'échanger de la main-d'œuvre de qualité afin de pallier aux difficultés qu'elles rencontrent en terme de ressources humaines.

Lors du Conseil d'Administration du 25 juin 2004 le CBE a donc décidé de mettre l'accent préférentiellement sur le groupement des entreprises de signalétique afin d'étudier la possibilité de mettre en place, dans le cadre de l'action « Maillage Territorial Interentreprises », un Groupement d'Employeurs (GE) dans le secteur du bâtiment.

Objectifs de l'action

Le Groupement d'Employeurs constitué dans un premier temps avec des entreprises du bâtiment, permettrait aux entreprises qui y adhèrent de se regrouper pour employer du personnel en commun qu'elles n'auraient pas à elles seules, les moyens de recruter ou qu'elles souhaiteraient recruter à des moments précis de leur activité (recrutement saisonniers, temps partiel...).

Les salariés du GE seraient mis à disposition des entreprises et pourraient ainsi effectuer des périodes de travail successives auprès de chacune des entreprises adhérentes.

Le groupement ainsi constitué permettrait de :

- créer des emplois stables,
- occuper à temps partiel des salariés,
- maintenir sur plusieurs entreprises l'emploi d'un salarié que son entreprise d'origine serait, sinon, obligée de licencier,
- utiliser à tour de rôle au cours de l'année le même salarié (travaux saisonniers décalés dans le temps),
- permettre aux entreprises de constituer des réseaux et de travailler en partenariat afin de bénéficier occasionnellement d'un appoint de main-d'œuvre.

La Méthodologie

Afin d'évaluer dans quelle mesure le groupement d'employeurs pourrait être constitué, plusieurs actions ont eu lieu :

- Contacts avec les services emplois et économiques des villes, la Chambre des Métiers du Val-de-Marne, l'ANPE, afin d'obtenir une liste exhaustive d'entreprises du territoire du CBE spécialisées en Signalétique, Agencement, Ravalement, Peinture, Imprimerie, Architecture ;
- Rendez-vous individuels entreprises pour sensibilisation au projet et identification des besoins ponctuels en main-d'œuvre ;
- Rencontre avec la Fédération Française des Groupements d'Employeurs afin d'obtenir des indications sur le montage d'un GE (partenaires à mobiliser, méthodologie pour le montage du groupement, etc...)
- Rencontre du Directeur du groupement d'employeurs de Chartres pour capitaliser et bénéficier d'une expérience de montage de GE réussie ; recueil de témoignages et de conseils.

Sur une centaine d'entreprises interrogées à partir de la liste fournie par la chambre des métiers et celle de l'ANPE, 9 ont montré un intérêt certain pour l'adhésion à un GE.

Une réunion a été organisée en novembre avec les partenaires économiques et institutionnels (DDTEFP, services économiques des villes, ANPE, Chambres Consulaires,...) afin de faire le point sur l'action en cours :

- entreprises contactées,
- entreprises intéressées par une collaboration interentreprises dans le cadre d'un Groupement d'Employeurs,
- types d'emplois identifiés pour la constitution du groupement
- orientation à donner pour le montage du GE avec la collaboration des partenaires publics.

A l'issue de cette rencontre, une réunion d'échanges et d'information sera organisée au mois de janvier 2005 pour les entreprises avec l'ensemble des partenaires.

F- BILAN DU VOLET COMMUNICATION EN 2004

1- Le Site portail Internet du CBE

Le site a été cofinancé par le Conseil Général, la DDTEFP et les villes du CBE.

Il a été lancé le 21 juin 2002 lors du Conseil d'Administration du CBE et a été présenté officiellement lors d'une manifestation prévue à cet effet dans les villes du CBE.

Ses objectifs

- Promouvoir et valoriser le territoire et les acteurs locaux socio-économiques.
- Encourager la coopération interentreprises par le biais des TIC
- Favoriser les échanges et le dialogue entre entreprises et institutions.
- Favoriser l'adaptation et l'utilisation des TIC des acteurs économiques du territoire (notamment dans les TPE).

Rubriques développées

- *Annuaire des entreprises :*

4 460 entreprises sont répertoriées. Chaque entreprise a gratuitement à sa disposition une page avec des informations sommaires la concernant ainsi qu'un espace de libre rédaction.

Cette rubrique permet à chaque entreprise de mieux se faire connaître au niveau local.

- *Bourse de l'emploi :*

Cette rubrique permet gratuitement aux entreprises de mettre en ligne des offres d'emploi et d'avoir accès en temps réel aux CV des demandeurs d'emploi du territoire.

- Mise en ligne de plus de 30 brèves en 2004 : manifestations publiques, informations à destination des entreprises et des demandeurs d'emploi, annonces, actualités locales, organisation de stages et de sessions de formation, prix à l'innovation etc.

- Liens utiles et partenariats en 2003 : Ministère du Travail, Conseil Général du Val-de-Marne, Villes du CBE, ANPE, APEC, Mission Locale Bièvre Val-de-Marne, AEF94, Pôle Local d'Économie Solidaire Chevillais, Love Money pour l'Emploi, PFIL, APCE, Liens SEMMARIS, Chambre de Métiers, ANACT, DRIRE, Val-de-Marne Infos, Entreprises locales, L'Officiel de l'Intérim, société Keljob, BPI – cellule de reclassement Air Lib, PF Conseil, CGPME 94.

- Actualités (Prêt d'honneur, parrainage vers et dans l'emploi, prix à l'innovation, Forum)

- Présentation des actions du CBE réactualisée avec particulièrement le volet PACTE Services qui a largement été développé (Prix à l'Innovation, actions des différents axes et leur état d'avancement, liste des employeurs potentiels : CCAS, Associations intermédiaires, entreprises

intermédiaires..., liste des centres de formation des métiers d'aide à la personne, liste des associations proposant des ateliers de savoirs de base).

2- Les actions de communication du CBE

- Le 25 Novembre 2004, le CBE a convié l'ensemble de ses partenaires à une cérémonie afin de retracer son historique, son évolution et de faire le bilan des actions des 10 premières années.
- Le CBE a également organisé en Février un apéritif réunissant les représentants de la presse.

Les actions du CBE ont été présentées lors de la participation à diverses manifestations publiques locales organisées par les partenaires du CBE : Rencontres de l'Emploi (avec la Mission Locale Bièvre-Val de Marne et RATP) au sein des Villes, Rencontres organisées par la CLI/DIPAS, Forum des Métiers du MIN (avec PF Conseil)...

Une communication permanente a été faite auprès de la presse locale pour les différentes actions : Prix à l'Innovation, Parrainage vers et dans l'emploi, Forum de l'Emploi...

Les entreprises de plus de 5 salariés ont été informées de l'existence du site lors de l'envoi de la onzième édition du fascicule CV (en septembre 2004).

III- PROJETS DE REFLEXIONS ET D' ACTIONS 2005

A- LES COMMISSIONS DE RÉFLEXIONS

Selon l'actualité et les projets en cours, les commissions pourront être amenées à se réunir.

1- La Commission Transport

La commission Transport mettra à l'ordre du jour les informations relatives à son domaine. Des actions, suite à l'étude de Plan de Déplacements d'Entreprise (PDE) menée par l'ADOR, pourront être envisagées.

2- Réflexion autour des Maisons de l'Emploi

La Maison de l'Emploi constitue l'une des priorités du plan de cohésion sociale et est défini dans le cahier des charges comme une fédération d'initiatives et une coordination de moyens en faveur de l'emploi dans un territoire.

3 domaines d'intervention ont été fixés :

- Observation, anticipation et adaptation du territoire
- Accès et retour à l'emploi
- Développement et création d'entreprises

De nombreux partenaires peuvent y être associés dont le CBE.

La mise en place des Maisons de l'Emploi et la volonté du CBE d'élargir son périmètre sur des nouvelles communes sont des réflexions essentielles qui seront menées sur 2005 avec l'ensemble des partenaires.

Diverses réunions seront donc organisées pour étudier :

- La volonté de création d'une Maison de l'Emploi
- Le périmètre
- Les objectifs
- Le plan d'actions
- Les partenaires
- La forme juridique
- Les moyens humains, financiers...

B- ACTIONS ET PRECONISATIONS DU VOLET EMPLOI

1- Version 2 du site

Le CBE organisera différents groupes de travail afin de mettre en place la nouvelle version du site sur la base des objectifs fixés :

1. Une nouvelle charte graphique devra permettre une meilleure lisibilité du site
2. La page d'accueil sera essentielle pour attirer les entreprises, les demandeurs d'emploi, les partenaires
3. Les rubriques seront réfléchies et développées
4. Il est prévu d'étendre les fonctions dites « d'automation » de la rubrique Bourse de l'Emploi, permettant ainsi l'envoi systématique et automatique d'un mail pour faire immédiatement le lien entre l'offre et la demande. Une entreprise qui insère une offre d'emploi sera donc instantanément informée de la présence éventuelle d'un profil de demandeur d'emploi susceptible de l'intéresser et inversement.
5. Un projet d'insertion de Newsletter est également à étudier
6. La mise en oeuvre d'une nouvelle campagne de communication concernant le site portail Internet permettra de développer encore plus son utilisation au niveau local

2- Fascicule CV

Suite au bilan du 11^{ème} Fascicule CV, il sera nécessaire de mener une réflexion avec l'ensemble des partenaires sur l'année 2005 afin d'envisager la suite de cette action.

3- Neuvièmes Rencontres de l'Emploi, de la Formation et des Métiers

En fonction des résultats des Huitièmes Rencontres et de leur nouvelle organisation, il est proposé de mener une réflexion sur le renouvellement de cet événement.

4- Parrainage vers et dans l'emploi

Pour l'année 2005, l'objectif est de nouveau de réaliser 30 parrainages, avec des priorités concernant les Rmistes et demandeurs d'emploi de plus de 2 ans, comme pour l'année 2004.

Pour cela il a été envisagé de :

- Développer le nombre de structures relais pouvant identifier les publics à parrainer, essentiellement celles qui aident à l'insertion des publics Rmistes et demandeurs d'emploi de plus de 2 ans telles que les CCAS, les structures d'insertion....

- Développer le réseau de parrains afin de répondre aux besoins ou de remplacer les parrains du réseau indisponibles sur 2005 pour raisons professionnelles ou personnelles. L'objectif est d'intégrer de nouveaux bénévoles plus disponibles pour des personnes en plus grande difficulté, donc des retraités disposant de plus de temps.

5- Renouveau de la convention territoriale pour le développement de l'économie sociale et solidaire

La convention triennale signée avec la Préfecture de Région en 2002, portée par le CBE, a pris fin en décembre 2004.

Une demande de renouvellement de cette convention sera effectuée auprès de la Délégation Interministérielle à L'Innovation Sociale et à l'Economie Sociale.

Un plan d'actions sera donc proposé autour du développement des deux volets :

- Développement de la Plate-forme d'Appui à la Création Territoriale d'Emplois de Services
- Promotion du commerce éthique et équitable à travers le développement et l'animation d'un espace local intercommunal. Ce dernier volet est porté par le Pôle d'Economie Solidaire Chevillais.

6- Poursuite de la Plate-forme d'Appui à la Création Territoriale d'Emplois de Services (PACTE Services)

Le projet est piloté par Monsieur OUVARD, Maire adjoint de Fresnes au Développement Économique, Emploi, Commerce et Économie Solidaire.

La préoccupation de 2005 sera essentiellement portée sur :

- Axe Services aux salariés :
 - La mise en place d'un service de pressing sur la Sogaris avec la recherche d'un prestataire
 - L'élaboration d'un questionnaire et le suivi concernant l'évaluation des besoins des salariés du MIN de Rungis en termes de services
- Axe Services aux particuliers :
 - Suite à un état des lieux des services de portage de repas, une rencontre collective avec les CCAS des 5 communes sera organisée afin d'envisager des pistes de réflexion communes sur le développement de cette prestation : une première idée s'est dégagée avec l'offre à étendre le week end.
 - Poursuivre l'action de suivi des personnes du dispositif CCP AFPA
- Axe Mobilité :
 - Suivi de l'étude PDE menée par l'ADOR : l'année devrait nous apporter les éléments suivants : lancement d'un questionnaire en direction des salariés et analyse des résultats ; puis établissement d'un plan d'actions. En fonction de celui-ci, le CBE pourra être amené à lancer certaines actions.
- Axe promotion et préparation aux emplois de services

- Mettre en place une réunion en vue de trouver des compléments de temps de travail entre des postes de ménage à domicile et de nettoyage industriel

Selon les objectifs définis en comité de pilotage, d'autres actions pourront être mises en place. Des groupes de travail se réuniront pour mener ou poursuivre des réflexions sur la mise en place d'actions sur les différents thèmes des services de proximité et à la personne.

Les autres actions de la PACTE Services :

- Le montage du Prix à l'Innovation 2006 avec dans un premier temps, la partie communication (établissement et diffusion de la plaquette...), puis recherche de candidatures
- Le montage du jury : recherche de membres de jury, analyse et sélection des candidatures
- La préparation de l'organisation de la cérémonie de récompenses qui est programmée pour février 2006.
- Le développement du partenariat des acteurs de l'économie solidaire.
- La continuation de l'action d'aide aux porteurs de projets et aux futurs créateurs

7- Participation à la mise en place de la Stratégie Territoriale du MIN de Rungis

Dans le cadre de la mise en place de la Stratégie Territoriale triennale du MIN de Rungis, le poste de développeur d'insertion a été reconduit par PF Conseil avec l'objectif de soutenir le développement des Ressources Humaines du MIN.

Le CBE travaillera en partenariat avec celui-ci, notamment dans le cadre de la prospection des besoins en recrutement de l'ensemble des grossistes, l'analyse du public demandeur d'emploi, le parrainage.

De plus, le CBE participera, en 2005, aux différents groupes de travail mis en place dans le cadre du nouveau plan d'actions défini 2005-2007.

Sur 2005, les actions identifiées sont :

- Forum des Métiers du MIN le 21 avril
- Reconstitution du poste de Développeur de l'emploi
- Réalisation du plan de formation spécifique au MIN (45 PME)
- Ouverture d'une première section d'apprentissage « préparateur de commandes en produits frais »
- Poursuite du travail sur la gestion des âges.

8- Participation aux Rencontres de l'Emploi (initiatives Bus-emploi, DIPAS/CLI)

Ces manifestations visent à réunir tous les acteurs locaux de l'emploi (ANPE, services emploi, CBE et entreprises) dans un même lieu autour d'un bus présentant les métiers de la RATP.

Ces initiatives sont reconduites en 2005. La première aura lieu le mercredi 23 mars 2005 à la Maison Pour Tous de Chevilly-Larue.

Le CBE présentera ses actions et notamment :

- Le site portail Internet
- Les Rencontres de l'Emploi, de la Formation et des Métiers de Belle-Épine
- Le parrainage vers et dans l'emploi

- La PACTE Services et l'appel à projets dans le cadre du prix à l'innovation
Et se fera le relais de ses partenaires selon les problématiques des publics

9- Mise en place d'une action de sensibilisation des entreprises locales à l'embauche et/ou au maintien dans l'emploi de travailleurs handicapés

Le CBE poursuivra le partenariat mis en place depuis 2 ans avec l'association CONFLUENT et développera le partenariat avec le CAT de Fresnes : parrainage, informations aux entreprises, informations sur le site portail Internet...

C- ACTIONS ET PRECONISATIONS DU VOLET ECONOMIQUE

1- Maillage territorial des entreprises et élaboration d'un projet stratégique pour l'emploi du bassin d'emploi Sud Val-de-Marnais

Suite aux différentes préconisations délivrées lors des rencontres avec les partenaires, le CBE devra associer au GE dans un 1^{er} temps les entreprises du secteur de la logistique.

L'objectif étant de trouver des mises à dispositions complémentaires aux postes identifiés dans le bâtiment.

La prospection d'entreprises pourrait également être étendue aux villes inscrites dans le nouveau champs d'action du CBE, à savoir : Ablon sur Seine, Choisy-le-Roi, Orly, Villeneuve-Le-Roi.

Des articles seront édités dans les bulletins municipaux, la presse locale, etc... afin de mobiliser davantage d'entreprises sur le projet et de sensibiliser en amont l'ensemble des acteurs.

Pour poursuivre le montage du groupement d'employeurs, en 2005 il reviendra au CBE :

- d'organiser dans le premier semestre 2005, des réunions d'échanges et d'information sur le GE avec les chefs d'entreprise et les partenaires afin de leur permettre de mieux se connaître et de les mobiliser sur le projet ;
- d'évaluer quantitativement et qualitativement des besoins des entreprises ;
- de proposer aux entreprises et partenaires (DDTEFP, la FFGE, l'ANPE et les services économiques) une simulation du Groupement d'Employeurs (de fonctionnement, de coût, juridique etc...) ;
- d'évaluer lors des réunions d'échange avec les entreprises leur intérêt pour l'adhésion au GE, pour un engagement définitif entre juin et septembre 2005.

2- Le volet économique du site portail Internet

L'objectif pour l'année 2005 est de continuer à faire que les acteurs économiques locaux (entreprises, partenaires) s'approprient l'outil portail Internet et à les fidéliser dans son utilisation. Une nouvelle campagne de communication à travers la presse locale, le mailing aux entreprises, la participation aux manifestations publiques seront renforcés pour permettre au CBE d'aller au devant des besoins et de la demande.

Afin de faire connaître l'outil et augmenter ses fréquences, le CBE recherchera de nombreux partenaires possédant un site et pouvant créer un lien vers le site www.cbe-sud94.org.

Le passage à une nouvelle version devra être l'occasion de susciter l'intérêt des entreprises.

De même, pour une meilleure mise en relation entre les offres d'emploi déposées et les CV mis en ligne, l'élargissement des principes d'automatisation de la rubrique Bourse de l'Emploi devrait augmenter cette interactivité qui peut exister entre l'internaute quel qu'il soit et le contenu du site.

La mise en place d'une Newsletter sera étudiée afin de mieux percevoir les demandes des entreprises pour répondre à leurs difficultés.

Le CBE se doit d'être à l'écoute de l'évolution des dispositions légales concernant les différentes aides à l'embauche, aux entreprises et à l'évolution de la réglementation du travail afin de pouvoir répondre aux interrogations des dirigeants et salariés. Le site portail devient un relais important dans cette action quotidienne grâce à la possibilité de mettre en ligne ces informations voire de faire des liens vers des sites plus spécialisés.

3- Suivi de la PFIL Initiative Sud Val-de-Marne

Jusqu'à juin 2005 (date de la prochaine Assemblée Générale Initiative Sud Val-de-Marne), l'objectif est de financer 15 à 20 dossiers de création, reprise ou développement d'entreprises.

7 comités d'agrément ont d'ores et déjà été prévus sur le premier semestre 2005.

Initiative Sud Val-de-Marne sera de nouveau présente sur les différents forums sur la création d'entreprise organisés sur Paris (salon des entrepreneurs en janvier et des TPE-PME en septembre) ainsi qu'aux journées de la création du Val-de-Marne qui se dérouleront en novembre. La présence et les interventions publiques lors de ces manifestations sont une nouvelle fois l'occasion de mieux faire connaître l'outil PFIL aux porteurs de projets.

La PFIL souhaite mettre en place d'ici 2005 un site Internet en partenariat avec l'ensemble des PFIL du Val-de-Marne et avec l'appui du Conseil Général du Val-de-Marne. Le site, véritable outil d'information, sera accessible par toute personne désireuse d'obtenir des informations sur les PFIL et le dispositif de prêt d'honneur.

L'accroissement progressif de l'activité d'Initiative Sud Val-de-Marne nécessite et justifie son autonomie. Ainsi l'objectif pour la PFIL, dans le courant de l'année 2005, est de pouvoir fonctionner sans mise à disposition afin de permettre un meilleur suivi et accompagnement des entreprises aidées et de lui donner une véritable identité territoriale.

La mise en place d'une cotisation annuelle des villes et des partenaires, depuis 2004 et à destination du compte de fonctionnement d'Initiative Sud Val-de-Marne devrait permettre de capitaliser les fonds nécessaires à l'embauche d'un coordinateur à plein temps de la PFIL pour les prochains exercices de l'association.

Enfin, Initiative Sud Val-de-Marne va rechercher de nouveaux partenaires privés. Cette prospection est indispensable pour pérenniser le fonctionnement de la PFIL et s'assurer d'un fonds de prêt suffisant permettant de financer au mieux l'ensemble des porteurs de projets qui se présentent. Les nouvelles entreprises partenaires pourront contribuer localement aux travaux de la PFIL en abondant le fonds de prêt et/ou en participant aux comités d'agrément de sélection des projets.

D- ACTIONS ET PRECONISATIONS DU VOLET COMMUNICATION

De nouveaux liens et partenariats seront développés en 2005, notamment pour favoriser la mise en relation directe entre les offres d'emploi et les CV des demandeurs, et répondre aux besoins d'informations des acteurs économiques locaux.

Différentes campagnes de communication seront reconduites afin de diffuser l'information sur les actions et le rôle du CBE. Elle s'effectuera par le biais de :

- La presse locale.
- La participation à des manifestations publiques locales (Rencontres de l'Emploi, et de la formation Professionnelle du CBE, les Rencontres de l'Emploi (initiatives Bus-emploi), Forum des métiers du MIN de Rungis, etc.
- Mailing (courriers électroniques) personnalisés aux entreprises partenaires.
- Le développement ou la création de nombreux partenariats
- Les plaquettes du CBE (Prix à l'Innovation, parrainage, affiche du forum, plaquette de présentation de la structure).

La refonte graphique, technique et rédactionnelle visant à plus d'interactivité, de fréquentation et d'utilisation du site Internet sera réfléchi afin d'être un véritable outil d'information, de recherche et de travail.